

PAC: 43 ONG et associations veulent "changer les modèles agricoles et alimentaires"

Paris, 16 oct. 2020 (AFP) -

Quarante-trois associations de défense de l'environnement, de solidarité paysanne ou de consommateurs estiment que les discussions "cruciales" qui s'ouvrent la semaine prochaine à Luxembourg et au Parlement européen sur la prochaine politique agricole commune (PAC) devraient permettre de "changer les modèles agricoles et alimentaires" du vieux continent.

"Nous demandons une réforme en profondeur de la PAC qui commencera en 2023 pour transformer la façon dont nous nous alimenterons demain", a indiqué à l'AFP Mathieu Courgeau, paysan et président de la plateforme française "Pour une autre PAC" qui réunit les 43 organisations, allant de Les amis de la terre à la Confédération paysanne en passant par Attac, Slow Food, WWF ou la ligue de protection des oiseaux (LPO).

"La PAC est réformée seulement tous les sept ans, et soutient principalement un modèle massif d'industrialisation, négatif pour nous, mais aussi pour les pays du sud, c'est pourquoi le vote du Parlement européen attendu le 19 ou le 20 octobre est crucial", a souligné Clotilde Bato, déléguée générale de l'organisation SOL, alternatives agroécologiques et solidaires.

Pour Pauline Rattez (LPO), la future PAC doit "soutenir une redistribution des aides entre paysans" afin d'arrêter de "vider les campagnes", avec "des secteurs paralysés par manque de saisonniers".

Les ONG demandent "un plafonnement des aides à l'actif qui soit obligatoire dans tous les Etats membres" et un "paiement redistributif complémentaire pour les 52 premiers hectares, destiné à favoriser les petites et moyennes exploitations" au détriment des conglomérats financiers agricoles qui accaparent les subventions dans certains états de l'Union.

Elles demandent aussi la mise en place d'aides forfaitaires aux petites fermes de 5.000 euros.

Concernant le système des "écorégimes" ("ecoschemes"), proposé par la Commission pour verdir l'agriculture européenne en rémunérant les services rendus à l'environnement par les agriculteurs, la plateforme demande qu'ils soient "obligatoires" dans chacun des 27 Etats-membres et que 40% du budget du premier pilier de la PAC (celui qui finance les aides directes à la production, NDLR) lui soient consacré.

Greenpeace, membre de la plateforme Pour une autre Pac, a publié séparément vendredi un rapport dénonçant une agriculture européenne qui surproduit et qui "alimente majoritairement les animaux et les voitures, plutôt que les humains".

"L'Europe produit plus de produits animaux qu'elle n'en consomme. C'est notamment le cas de la viande, dont la production de boeuf, de porc et de volaille est supérieure de respectivement 4%, 16% et 8% à la consommation actuelle. De même, par rapport à ce qui est consommé, l'Europe produit 14% de produits laitiers en trop".

"L'UE doit stopper la course à l'industrialisation, en particulier pour l'élevage : elle ne doit pas produire davantage, mais produire autrement" indique Greenpeace, qui milite pour la végétalisation de l'alimentation.

Le conseil des ministres européen de l'Agriculture se réunit lundi et mardi pour tenter de trouver une majorité qualifiée sur un ensemble de trois textes cruciaux qui détermineront la prochaine PAC. Le Parlement examine les mêmes textes à partir de mardi.

Ensuite, le "trilogue" (conseil européen, Parlement, et Commission) devra trancher entre la fin 2020 et le début 2021, pour définir les règles qui s'appliqueront à partir du 1er janvier 2023.

im/cb

Afp le 16 oct. 20 à 16 50.